

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 Albi

Albi, le 24/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SA BESSAC TPC**

Le Rivet  
81120 Réalmont

Références : 81-CARMIN-2025-01  
Code AIOT : 0006801546

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2025 dans l'établissement SA BESSAC TPC implanté Le Rivet (AC n° 62 à 66 ; 72p et 163) ; Combe du Rivet (AE n° 17 et 106 + ITM : AC 97 et 106) ; Puech Grand (AC n° 75p ; 242 ; 243p ; 244 et 245 p) et Le Mazot (AE n° 11p ; 14p ; 15p et 16) 10ha 75a 57ca 81360 Montredon-Labessonnié. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'est déroulée de manière inopinée. Elle fait suite à un signalement reçu concernant la propreté de la route en sortie de carrière.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA BESSAC TPC

- Le Rivet (AC n° 62 à 66 ; 72p et 163) ; Combe du Rivet (AE n° 17 et 106 + ITM : AC 97 et 106) ; Puech Grand (AC n° 75p ; 242 ; 243p ; 244 et 245 p) et Le Mazot (AE n° 11p ; 14p ; 15p et 16) 10ha 75a 57ca 81360 Montredon-Labessonnié
- Code AIOT : 0006801546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000, cette carrière arrive en fin d'exploitation du gisement disponible.

Un dossier de renouvellement avec extension est actuellement en cours d'instruction.

### Contexte de l'inspection :

- Plainte

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Travaux préparatoires	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article TP6	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DG2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DP2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DP3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé des non-conformités majeures. Les aires de stockage en bordure du Dadou ne sont pas correctement entretenues.

Les moyens mis en place pour opérer le nettoyage de la route ne sont pas suffisants. La gestion des eaux issues du nettoyage des abords de l'installation de traitement n'est pas acceptable (absence de traitement et rejet dans le Dadou).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Travaux préparatoires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article TP6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux préparatoires
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Des dispositifs de protection sont implantés le long de l'installation de traitement des matériaux et des dépôts de matériaux.
<b>Constats :</b>

Aucun dispositif de protection n'est implanté ni le long de l'installation de traitement ni au niveau des aires de stockage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Cette prescription est issue du dossier de demande d'autorisation. Suite à une observation de la direction départementale de l'équipement, l'exploitant s'était engagé à délimiter physiquement par une clôture son installation de traitement. Il prendra donc contact avec le conseil départemental pour la réalisation de ces dispositifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DG2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté des abords
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, le personnel procédait au nettoyage de la zone à proximité de l'installation de traitement. Les eaux collectées issues de ce nettoyage et chargées en fines sont déversées dans le Dadou sans traitement préalable (décantation efficace). Les abords du site sont boueux malgré un nettoyage. Des véhicules réformés sont présents sur le site de la carrière.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les véhicules réformés sur le site de la carrière. L'ensemble des eaux de nettoyage des abords de l'installation de traitement devront être collectées puis soit décantées avant rejet au Dadou soit redirigées vers le réseau en circuit fermé des eaux de lavage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 3 : Dispositions particulières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DP2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aires de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les aires de stockage situées en bordure du Dadou sont munies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un merlon, d'une hauteur minimale d'un mètre, réalisé en matériau argileux compactés. Ce merlon est érigé en limites de ces aires côté Dadou ;</li> <li>d'un fossé, d'une profondeur minimale de 0,9 mètre, creusé au pieds des merlons et à l'intérieur des aires de stockage.</li> </ul> <p>Ces dispositifs, destinés à limiter les pollutions du Dadou par les eaux de ruissellement chargées en fines, sont correctement entretenus.</p> <p>Une zone non utilisée pour les stockages est maintenue entre le pied des stocks de matériaux et les merlons.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Deux aires de stockage de produits finis sont situées en bordure du Dadou. L'une est ceinturée par un merlon de graviers et l'autre par le sable.</p> <p>Aucune des 2 aires ne disposent de fossés. Les matériaux sont pour partie stockés en appui du merlon sans espace libre.</p> <p>Au jour de l'inspection, les aires de stockage sont mal entretenues et très boueuses et sont à l'origine, avec le chargement des camions, à la salissure de la route départementale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 4 : Dispositions particulières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DP3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté des abords</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Deux fois par semaine, en alternance avec l'exploitant voisin, la SA Bessac TPC assure le nettoyage (balayage et arrosage) de la portion de la route départementale n°11 située entre son exploitation et le carrefour du lieu-dit "la Tuilerie".</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique procéder au nettoyage de la route une fois à chaque fin de semaine sans lien avec le carrier voisin.</p> <p>La balayeuse utilisée est obsolète et nettoie à sec (proscrit durant la période sèche).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'allouer des moyens efficaces afin de permettre le nettoyage de la route aussi souvent que nécessaire en fonction des conditions météorologiques. L'exploitant prendra contact avec l'exploitant voisin afin de définir une procédure de nettoyage commune.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>

Proposition de délais : 6 mois